

ÉTAT DE L'UNION  
LES CONTRE-VÉRITÉS  
DE VON DER LEYEN

BELLE EUROPE :  
INTEMPORELLE  
AUTRICHE

IMMIGRATION  
LA FOLLE LOGISTIQUE  
DE SUBMERSION

SEPTEMBRE 2023 / NUMÉRO 13

# VU D'EUROPE

LE MAGAZINE DES DÉPUTÉS RASSEMBLEMENT NATIONAL DU GROUPE *IDENTITÉ ET DÉMOCRATIE*



NOUVELLES TECHNOLOGIES, NUMÉRIQUE, INTELLIGENCE ARTIFICIELLE  
**FAISONS ENTRER L'EUROPE  
DANS LE III<sup>E</sup> MILLÉNAIRE**







**IDENTITÉ  
ET DÉMOCRATIE**



**LES ÉLUS RASSEMBLEMENT NATIONAL  
DE LA DÉLÉGATION FRANÇAISE DU GROUPE ID  
VOUS DÉFENDENT AU  
PARLEMENT EUROPÉEN**

JORDAN **BARDELLA** • THIERRY **MARIANI** • DOMINIQUE **BILDE** • VIRGINIE **JORON** • JEAN-PAUL **GARRAUD**  
CATHERINE **GRISET** • GILLES **LEBRETON** • JEAN-FRANÇOIS **JALKH** • AURÉLIA **BEIGNEUX** • PHILIPPE **OLIVIER**  
ANNIKA **BRUNA** • FRANCE **JAMET** • ANDRÉ **ROUGÉ** • MATHILDE **ANDROUËT** • JEAN-LIN **LACAPELLE**  
MARIE **DAUCHY** • ÉRIC **MINARDI** • PATRICIA **CHAGNON**



# SOMMAIRE

## ÉDITOS..... 4 À 5

**Jean-Paul Garraud**, Président  
de la Délégation française du Groupe ID

**Jordan Bardella**, Vice-Président  
du Groupe Identité et Démocratie

## ÉCONOMIE..... 6 À 7

- **Ces directeurs qui en disent long...**
- **Qui donne, ordonne**



## ENVIRONNEMENT..... 8 À 9

- **La loi d'économie punitive de trop**
- **Hydrogène, Marine Le Pen avait raison**



## IMMIGRATION..... 10 À 11

- **La Pologne organise un référendum**
- **Émeutes et destructions en France**



## SUR LE TERRAIN..... 12 À 13

- **Les députés à votre rencontre**
- **Madagascar : préservons nos relations**

## PARLEMENT EUROPÉEN..... 14

- **L'Union en mauvais état**

## DOSSIER THÉMATIQUE..... 15 À 19

- **L'UE tourne le dos à la vraie Europe**
- **Encadrer les réseaux sociaux**
- **Renforcer notre puissance technologique**



## BELLE EUROPE..... 20 À 23



## TRIBUNES..... 24 À 25

- **Algoculture : l'ère des découvertes**  
par France Jamet
- **Malte : L'UE cultive l'immigrationnisme**  
par Patricia Chagnon

## LU POUR VOUS..... 26

**Le frérisme et ses réseaux, l'enquête**  
de Florence Bergeaud-Blackler

ÉDITÉ PAR LA DÉLÉGATION FRANÇAISE  
DU GROUPE IDENTITÉ & DÉMOCRATIE AU PARLEMENT EUROPÉEN

**Directeurs de la publication :** Philippe Olivier & Laurent Husser

**Pour joindre la rédaction :** Groupe ID - Parlement européen  
Allée du Printemps 1, avenue du Président Robert Schuman  
Bureau M03075 - 67070 STRASBOURG  
contact@id-france.eu

**Imprimeur :** Agence Unanime

**Crédits photos :** Adobe Stock, Wikipédia, Alamy Images

**Photos de couverture :** Adobe Stock





## Jean-Paul Garraud

Député européen  
Président de la Délégation française du Groupe ID

# NUMÉRIQUE Innovation et... régulation !

Le 25 août 2023 entrait en vigueur un règlement européen sur les services numériques (DSA). Celui-ci vise à surveiller la diffusion de contenus illicites ou de produits illégaux sur Internet. Entre protection des utilisateurs et dérives liberticides, ce texte s'insère dans un large débat sur le numérique, question vitale pour notre avenir.

**L'**intelligence artificielle (IA) entre dans notre vie quotidienne. Par exemple, le phénomène ChatGPT, qui se définit comme un simple assistant virtuel, mais dont les ressources et les possibilités sont prodigieuses. La révolution numérique va déboucher sur un monde nouveau, révolutionnaire, aux contours encore inconnus avec tous les progrès, les risques et les enjeux inhérents aux grandes découvertes. Il était donc essentiel de la traiter dans ce numéro de *Vu d'Europe*.

Trouver le juste équilibre entre les précautions à prendre et les ambitions à avoir face à ces technologies, voilà l'une des difficultés à surmonter. Mais la France et l'Union européenne n'ont, de toute façon, pas le choix. La Chine et les États-Unis ont une longueur d'avance. Nos scientifiques et chercheurs doivent absolument bénéficier de moyens suffisants, ce qui aurait aussi pour mérite d'endiguer la fuite de nos cerveaux outre-Atlantique et en Asie... Sinon, l'appauvrissement et la dépendance de notre

continent s'accéléreront, nouvel épisode d'une dégradation générale que nous combattons. Innover et réguler pour préserver le Bien commun, ce sont nos maîtres-mots, le génie européen en est capable, encore faut-il que l'UE lui en donne les moyens.

Notre magazine reviendra aussi sur les dramatiques émeutes, violences et destructions qui ont, une nouvelle fois, touché la France en juin dernier ; conséquence directe de la submersion migratoire organisée par Bruxelles et Paris. Nous traiterons aussi du référendum salutaire organisé prochainement en Pologne sur l'immigration.

Enfin, nous partirons à la découverte de l'Autriche, pays dont la culture a rayonné durant des siècles en Europe. Nous vous présenterons nos alliés du FPÖ (le Parti de la liberté d'Autriche), défenseurs acharnés de l'identité de leur pays.

Bonne lecture !



## Jordan Bardella

Député européen

Vice-Président du Groupe Identité et Démocratie

# DÉFI DE L'IA L'Europe à la croisée des chemins

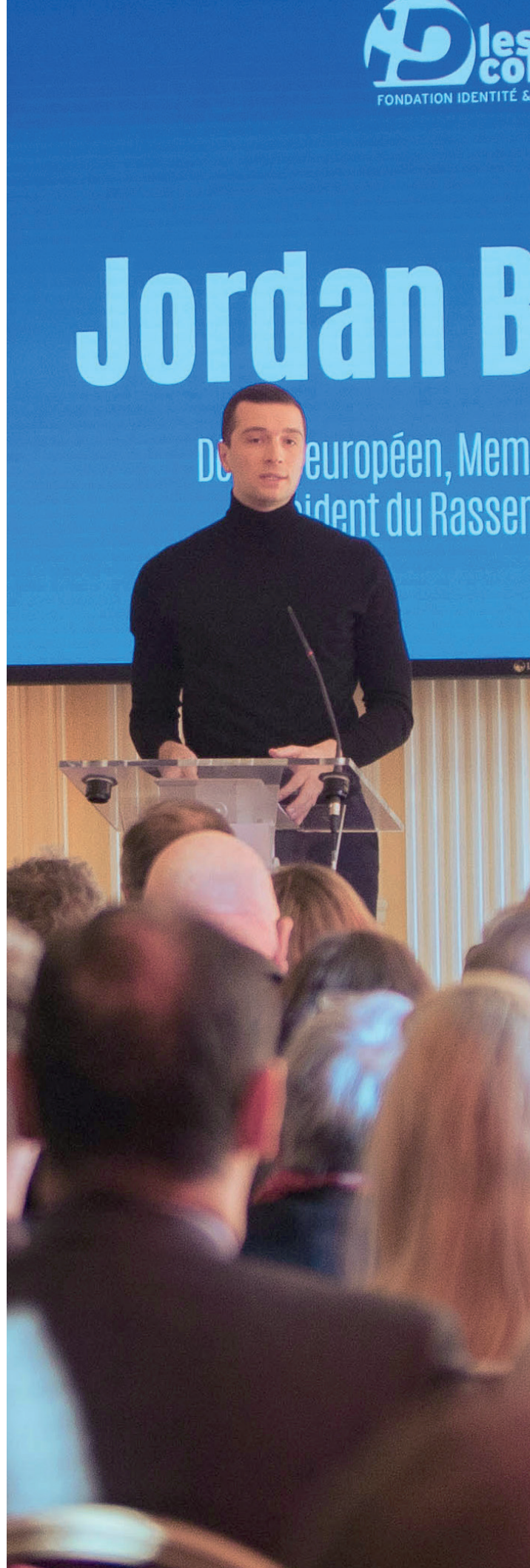
Le développement de l'intelligence artificielle est une révolution vertigineuse en cours sous nos yeux, et désormais sur toutes les lèvres.

À l'origine de transformations majeures qui bouleverseront inévitablement notre façon de vivre en société, c'est un sujet éminemment politique.

**A**ucun mouvement qui prétend à l'exercice du pouvoir ne peut se passer d'une réflexion en profondeur sur l'intelligence artificielle, sur son potentiel de développement, sur les incommensurables défis qu'elle recèle, et sur les risques qu'elle contient.

Nous devons tout à la fois nous détourner de l'écueil de la technophilie naïve, et éviter le rejet catégorique d'un progrès technologique qui, loin de le freiner, nous en ferait perdre toute maîtrise, nous entraînerait vers un décrochage économique irréversible et vers la vassalisation vis-à-vis de puissances — Chine et États-Unis en tête — qui en prendront le leadership. Et donc, *in fine*, vers la sortie de l'Histoire.

Augmentation massive des financements de recherche, attractivité de l'Europe pour les talents et les cerveaux, excellence éducative, politique énergétique anticipant les besoins colossaux futurs, réflexion éthique, nécessité d'une régulation fine qui ne paralyse pas le génie créatif des individus et n'entrave pas l'innovation des entreprises : nous sommes dans un moment-pivot, dans ces années décisives où tout se joue pour que la France et notre continent, à l'intelligence collective et aux ressources infinies, relèvent ce défi et demeurent, dans les siècles à venir, de grandes puissances qui comptent.







## CHÔMAGE EN EUROPE LA FRANCE DÉCROCHE

La France est en 22<sup>e</sup> position dans l'Union européenne avec un taux de chômage à 7,1 % quand la moyenne est à 5,9 %. L'Allemagne est à la quatrième place avec 3 % de chômage.

## ÉCONOMIE

### DIRECTION DE LA CONCURRENCE DE L'UE CES DIRECTEURS QUI EN DISENT LONG

On n'est jamais si bien trahi que par l'Union européenne !

Le Belge Pierre Régibeau était économiste en chef de la Direction générale (DG) de la concurrence de la Commission européenne. À son départ en retraite le 4 août, il a donné une interview où il s'est lâché à propos de l'industrie (lourde) européenne : « Si elle disparaît, qu'il en soit ainsi, parce qu'il le faut. À quoi bon produire de l'acier de base ici si nous pouvons l'acheter trois fois moins cher en Indonésie ? (...) Si ce n'est pas pour des raisons de sécurité, il n'y a aucune raison de vouloir garder certaines activités économiques en Europe ».

Sur la protection de nos productions : « Le protectionnisme n'est pas la solution. Il créerait une course stupide aux subventions qui coûterait très cher aux contribuables ». « Je pense que l'on exagère la portée de l'IRA », (la loi américaine protectionniste qui donne des primes à la production aux USA).

Il s'était déjà illustré par des propos niant la concurrence déloyale chinoise et avait refusé de combattre le monopole des Gafam. Un positionnement ultralibéral qui explique pourquoi les intérêts de nos entreprises sont sacrifiés par l'UE.

Pour faire bonne mesure c'est lui qui a été remplacé par Fiona Scott Morton, une américaine obligée de démissionner du fait de soupçon de conflit d'intérêt avec les géants du numérique américain.

Décidément, au sein de l'UE, il n'y a pas de hasard.

*Avec ses airs débraillés, l'ancien directeur de la concurrence au sein de l'UE était un idéologue d'un ultralibéralisme terrifiant. Avant de sévir à la Commission, il a servi Microsoft, Ryanair, Servier, Samsung et Android. Selon Marianne, en 2018, il avait été nommé aux « Antitrust Writing Awards » qui récompensent les articles sur la lutte contre les « trusts » — une politique susceptible d'empêcher l'apparition de « géants européens ».*



## « RESSOURCES PROPRES » DE L'UE : LES MOYENS DU CHANTAGE

Pour faire face à la crise née du Covid, la Commission européenne a décidé le lancement d'un « plan de relance » de 750 milliards d'euros. Prise en tenaille par la hausse de taux d'intérêt provoquée par la guerre en Ukraine, l'UE fut immédiatement contrainte de trouver de l'argent supplémentaire pour financer ces emprunts plus coûteux que prévu. C'est dans ce contexte qu'elle a eu l'idée de « ressources propres » qui s'ajouteront aux contributions des États.

Il s'agit pour l'Union européenne non seulement d'accroître son budget, puisque les contributions des États ne seront pas diminuées, mais aussi de se donner parallèlement les moyens d'une indépendance financière. Quand on dispose de revenus propres, on est libre de toute tutelle.

Pour l'Union Européenne l'enjeu, dans cette affaire, n'est pas seulement financier mais également politique. D'abord parce que disposer de ressources propres, c'est avoir l'apparence d'un vrai État. Mais surtout, l'UE cherche à renforcer son arme budgétaire pour faire pression sur les pays de l'Union potentiellement récalcitrants. Ainsi, l'Italie qui a besoin des fonds européens est obligée de plier aux injonctions politiques de la Commission notamment en matière d'immigration. La Hongrie s'est vue privée de 6,7 milliards de fonds pour son indocilité politique à l'égard de Bruxelles. La Pologne est menacée en permanence de sanctions.







## BUDGET DE L'UE À VOS PORTEFEUILLES

Le budget 2023 de l'Union européenne s'élève à 172 milliards d'euros et pour la période 2021-2027 on atteint la somme conséquente de 1210 milliards. Pour y parvenir, la Commission est tentée de créer des « ressources propres », un moyen de s'affranchir de tout contrôle des États.

### Ressources propres de l'UE : les Nations creusent leur tombe

Les États participent au budget de l'UE et la France davantage qu'elle ne reçoit. Mais la Commission est en train de se créer progressivement ce qu'on appelle des « nouvelles ressources propres », c'est-à-dire des entrées d'argent spécifiques, des milliards prélevés par le biais de taxes européennes de son propre chef dans nos pays. Ainsi, la technocratie bruxelloise est en passe d'instituer 12 taxes dont elle fixera les montants et la destination. De l'extérieur, c'est une manière de s'affirmer comme État, mais c'est aussi une manière de s'affranchir politiquement des États membres avec une capacité d'existence autonome.

### Tour de passe-passe financier

La première utilisation de cette manne bruxelloise va aller au remboursement de la dette européenne qui a atteint, en un seul tirage, le montant astronomique de 806 milliards d'euros. Ce sont 19 milliards d'euros tirés de la taxe carbone qui n'iront plus à l'aide des États pour la transition écologique mais dans le puits qu'on devine sans fond de la nouvelle dette UE. On le voit — comme en son temps la vignette qui devait aller aux personnes âgées — à peine ces taxes mises en place, l'UE opère un détournement de destination.

### UE : 108,01 euros par Français en 2021

En 2021, la France a versé au budget de l'UE plus de 28 milliards d'euros, cela signifie que chaque Français — du bébé à la personne âgée — a versé 417,4 euros à l'UE. En retour, notre pays a reçu environ 21 milliards d'euros, soit 309,2 euros par Français. Au bout du compte, le calcul nous laisse une perte nette de 108,1 euros par Français, et plus de 7 milliards pour la France.

Vous l'avez compris, l'Union européenne n'est pas un projet de civilisation, mais une machine de redistribution d'argent aux pays « pauvres » d'Europe par les pays prétendument « riches ». Et ce n'est pas fini puisque M. Macron ne fait pas mystère de faire de la dilution de la France dans l'ensemble européen son credo.

Si la mondialisation est bien un rééquilibrage au profit des pays pauvres de la planète, l'Union européenne en est une déclinaison continentale. Nous, nous payons aux deux guichets.

## EXCLUSION D'ERASMUS L'UE S'ACHARNE CONTRE LA HONGRIE

La Commission européenne n'en finit pas de vouloir régler des comptes avec la Hongrie. Voilà maintenant qu'elle s'attaque à elle au travers de « Erasmus », ce dispositif qui permet les échanges d'étudiants. Cette coopération universitaire est ouverte à de très nombreux pays comme la Turquie et, par le biais de « Erasmus mundi », à l'Iran, au Qatar ou au Venezuela qui bénéficient de la générosité académique européenne.

La Commission reproche à la Hongrie la présence de personnalités politiques dans les conseils d'administration d'universités comme cela se fait dans de très nombreux pays, à commencer par la France. Elle veut donc punir les 180 000 étudiants hongrois en les excluant du dispositif d'échange universitaire.

On le voit, l'Union européenne est entrée dans une logique de guerre totale à l'égard des États membres jugés indociles confirmant ainsi la vision impériale et donc impérialiste d'Ursula von der Leyen.



## RECASAGE EUROPÉEN

### PAP NDIAYE N'A PAS FINI DE SÉVIR

L'ancien ministre de l'Éducation Pap Ndiaye, qui avait brillé par son incompétence au ministère de l'Éducation, a été nommé ambassadeur représentant la France auprès du Conseil de l'Europe. Sa fonction essentielle sera de veiller à l'exécution par les États membres de certaines décisions de la Cour européenne des droits de l'Homme. Quand on connaît son engagement wokiste, il y a fort à parier qu'il se montrera très zélé dans ses nouvelles fonctions. Il entend également s'investir au sein de l'Observatoire de l'enseignement de l'histoire en Europe, dépendant du Conseil de l'Europe. Rien de très rassurant non plus.



## UNION EUROPÉENNE ENTRE INHUMANITÉ ET BELLICISME

La représentante de l'Union européenne au Sahel, Emanuela del Re, a estimé dans une déclaration au journal italien *la Repubblica* que le fait de priver le Niger d'approvisionnements en nourriture, en électricité et en médicaments, est une bonne chose pour obtenir le retrait des nouveaux dirigeants militaires. Une déclaration d'une inhumanité effrayante qui ne va pas contribuer à rétablir le lien avec l'Afrique.







## RESTAURATION DE LA NATURE LA LOI D'ÉCOLOGIE PUNITIVE DE TROP DE LA COMMISSION EUROPÉENNE

Le 12 juillet au Parlement européen, un texte crucial qui aura un impact sur nos agriculteurs, nos villes, nos rivières et nos forêts a été voté. Il s'agit de la loi sur la restauration de la nature. Un projet qui, sur la forme, peut paraître noble, tant l'Europe est jonchée d'écosystèmes dégradés. Mais le fond du texte est plus que problématique.

Le réchauffement climatique est un phénomène indéniable et le Rassemblement National est force de proposition pour adapter notre société aux nouvelles réalités environnementales. Cependant, nous nous opposons à toutes les normes qui pénalisent toujours plus nos agriculteurs et qui s'ingèrent dans nos politiques nationales. L'actualité nous le rappelle : nous sommes en état de crise alimentaire et nous ne devons pas nous jeter dans l'inconnu sans des garanties sérieuses sur l'impact de cette loi sur la restauration de la nature.

### Restaurer la nature : un projet noble, un règlement inapplicable

Ce texte est l'exemple parfait de tout ce que propose la Commission européenne sur l'écologie : des mesures déconnectées des réalités, des normes très lourdes qui reposent toujours sur nos travailleurs et des contraintes qui nous fragilisent face à la concurrence de la Chine et des États-Unis.

Restaurer 10 % de terres agricoles contre l'avis des professionnels, détruire toute retenue d'eau sur 25 000 km de rivières, planter 3 milliards d'arbres avant 2030 alors que l'Europe est le continent le plus boisé du monde, décider à la place des États de la politique urbaine : voici des extraits de ce règlement qui s'enforce

toujours plus dans l'écologie punitive et l'ingérence politique.

### La Commission européenne passe en force au mépris des élus

Ces textes montrent aussi le caractère antidémocratique des institutions européennes. Les projets de loi sont systématiquement proposés par la Commission européenne, des technocrates non élus qui n'ont plus aucune attache avec les réalités sociales et économiques de nos pays.

Nous avons donc voté contre ce texte, pour envoyer un signal fort : Oui à la préservation de notre nature, de notre patrimoine et de nos terres cultivées, non à cette loi punitive et utopique sur la restauration de la nature.

## HYDROGÈNE

### LE SUCCÈS DE LA FILIÈRE DONNE RAISON À MARINE LE PEN

D'après une étude conjointe de l'Office européen des brevets et de l'Agence internationale de l'énergie (AIE) publiée au début de l'année, l'Union européenne était en tête du classement des demandes de brevets liées aux technologies de production de l'hydrogène entre 2011 et 2020. Au sein de l'Europe, l'Allemagne domine et la France s'accroche avec respectivement 11 et 6 % des demandes de brevets.

Dans cette course technologique, les champions européens sont les grands groupes chimiques, Air Liquide en France, Linde et BASF en Allemagne, mais également les instituts de recherche publique dont trois françaises, le CEA, l'IFPEN et le CNRS.

Cette filière est d'autant plus prometteuse que les découvertes d'hydrogène naturel — appelé « hydrogène blanc » — notamment en Lorraine sont très encourageantes. Notons que Marine Le Pen défendait cette option dès 2005 quand elle était député européen. Elle était alors la seule à avoir compris le potentiel de cette énergie d'avenir.



Marine Le Pen  
a toujours  
défendu  
la filière  
hydrogène  
quand elle  
était député  
européen.





# Emmanuel LYNCH

Ingénieur, économiste, historien



## LE NUCLÉAIRE : L'ÉNERGIE DU PEUPLE !

Ressenti par certains pays dépendants des hydrocarbures comme un risque majeur d'augmentation durable des prix de l'énergie, le premier choc pétrolier de 1973 entraîna une « révolution énergétique », en particulier pour la France, qui décida alors de produire la quasi-totalité de son électricité à partir d'une filière électronucléaire à développer. Dotant la France d'une véritable indépendance lui conférant une plus grande liberté politique, offrant à ses clients – tant particuliers qu'industriels – une énergie abondante à un prix compétitif et générant de nombreux emplois, le développement de la filière électronucléaire est une des plus grandes réussites industrielles que la France ait connues.



La centrale nucléaire de Saint-Alban en Isère

### Nucléaire français : une transition énergétique avant-gardiste dont l'UE ne veut pas

Alors même que le monde ne fait que « transiter » énergétiquement depuis deux siècles, l'Union européenne et ses soutiens ont usé jusqu'à la corde l'expression « transition énergétique » pour imposer le « modèle énergétique de l'Empire de l'Union européenne » inspiré d'un modèle énergétique allemand reposant sur le couplage d'énergies intermittentes (éolien, solaire, etc.) et de gaz (ou de charbon...), par nature carboné, en lieu et place du « modèle énergétique de la Nation française » reposant sur de l'énergie non-intermittente (nucléaire) non-carbonée.

### Pas d'éolien ou de solaire sans gaz

Remplacer le nucléaire par de l'éolien ou du solaire intermittents revient en France à « injecter du gaz » dans le système énergétique puisque le

gaz vient pallier avec souplesse les manques de vent ou de soleil... On le voit, le modèle énergétique qu'impose l'UE exige l'utilisation du gaz, c'est à dire une énergie carbonée. En plus de ne générer que peu d'emplois en France, la politique énergétique imposée par l'Empire de l'UE repose sur deux mensonges. Le premier mensonge est le coût de ladite transition énergétique puisque les capacités de production et les réseaux doivent être doublés. En effet, « l'intermittent éolien ou solaire » ne peut exister sans une capacité équivalente installée de « non-intermittent électrogazier » devant être en mesure de répondre très rapidement à une absence de vent, parfois sur toute l'Europe (ce qui arrive). Le deuxième mensonge est de qualifier cette transition énergétique de « renouvelable » alors même qu'elle est très gourmande en minerais et terres rares, par nature non renouvelables et parfois produits dans des conditions atroces tant pour les employés

que pour la faune et la flore. En effet, à l'exception peut-être de l'hydroélectricité, les « énergies renouvelables » n'existent pas !

### À l'exception de l'hydroélectricité, les « énergies renouvelables » n'existent pas !

Mettant fin aux renoncements et fausses promesses des dernières décennies, ne se soumettant plus à l'Empire de l'UE, une relance de la filière électronucléaire en France aurait pour conséquence de créer des emplois dans des régions qui en ont particulièrement besoin tout en baissant les coûts de l'énergie pour redonner plus de liberté aux Français. Ce n'est pas non plus pour rien que la Nation britannique relance sa filière électronucléaire après s'être affranchie de la tutelle de l'Empire de l'UE. Oui, à maints égards, « le nucléaire, c'est l'énergie du Peuple ! ». ■

## ÉMEUTES ET DESTRUCTIONS

# LA FRANCE ORANGE MÉCANIQUE

Si les émeutiers de 2005 s'étaient cantonnés aux banlieues parisiennes, 18 ans plus tard, c'est la France entière qui s'est embrasée. Et pour cause, l'immigration incontrôlée et les résultats qu'elle produit se sont étendus jusque dans nos villes de province.

La France, devenue un État faible aux frontières ouvertes aux quatre vents, ne parvient plus à contenir la violence qui bouillonne et déborde au rythme de la submersion migratoire imposée par l'Union européenne. Le 27 juin, un jeune franco-algérien trouve la mort lors d'un contrôle de police alors qu'il refuse d'obtempérer. Comme en 2005, des émeutes éclatent, mais cette fois les émeutiers sont plus nombreux, souvent très jeunes, pillent, cassent, incendient, avec un degré de violence inédit et largement supérieur en tous points à 2005.

### Une facture à un milliard d'euros

Malgré des mesures inédites telles les couvre-feux, l'arrêt des transports et les barricades des centres commerciaux le soir dans les grandes villes et même dans certaines villes moyennes, trois fois plus de bâtiments qu'en 2005 ont été attaqués. Selon le Medef (Mouvement des entreprises de France), la facture dépasse le milliard d'euros et les Français n'ont pas fini de payer les dégâts collatéraux de l'image désastreuse renvoyée aux touristes.



### Des violences même dans les villes moyennes

Les conséquences de décennies d'une politique laxiste et d'immigration se sont abattues sur nos villes de province, comme à Laval en Mayenne, qui depuis quelques années, constate l'arrivée de familles de la banlieue parisienne et l'explosion du trafic de drogue. Pendant ces nuits de juillet, des hordes de jeunes ont brûlé un centre de loisir, pillé des supermarchés, etc. Les forces de l'ordre ont été visées par un déluge de tirs de mortiers et au milieu de ces scènes de guérilla urbaine, les habitants tentaient de protéger leurs voitures des flammes.



## PACTE ASILE ET IMMIGRATION

# LA POLOGNE DEMANDE L'AVIS DE SON PEUPLE

Alors que l'UE veut imposer le Pacte des migrations qui va organiser la submersion des pays européens, la Pologne a décidé de consulter son peuple par la voie du référendum.

### Refuser un migrant est coûteux

Une des pierres d'achoppement du Pacte porte sur la relocalisation des migrants dans les États membres qui est, *de facto*, rendue obligatoire : Si un État membre refuse d'accueillir un migrant, il doit alors verser à l'UE une amende de 20 000 euros.

### Un coup de force juridique de l'UE

La Pologne, qui a déjà accueilli un million de réfugiés, n'a plus les moyens d'en accepter d'autres. Elle conteste par ailleurs l'adoption du Pacte imposé à la majorité alors que ce type de question importante aurait dû recueillir l'unanimité des États membres.

### Ce sera aux Polonais de décider

Pour répondre à ce coup de force technocratique bruxellois, le Gouvernement polonais a décidé de recourir à l'outil démocratique par excellence : le référendum. Il aura lieu le même jour que les élections législatives, vers la fin octobre ou début novembre.

Selon un récent sondage, 74 % des Polonais s'opposent aux « relocalisations » de migrants.





## COMMERCE TRIANGULAIRE ONG/PASSEURS/ENTREPRISES LA FOLLE LOGISTIQUE DE LA POLITIQUE DE SUBMERSION

Pour ceux qui nous gouvernent, « l'immigration n'est pas un problème mais un projet ». Cette formule ne relève pas d'un bon mot mais recouvre, pour nos pays, une réalité, une tragique réalité.

Pour s'en convaincre, il est nécessaire de relier les actes politiques à l'incroyable logistique migratoire qui se met en place silencieusement.

### Une feuille de route migratoire

Les déclarations d'intentions immigrationnistes, ce sont celles, par exemple, de la Commissaire Johansson, ancienne communiste recyclée dans la sociale-démocratie suédoise, qui assume vouloir repeupler l'Europe « vieillissante ». La législation qui se décide, c'est notamment le Pacte des migrations qui prévoit, sous couvert d'aide à des réfugiés ou prétendus tels, d'instituer le cadre juridique d'une immigration massive de peuplement de toute l'Europe. C'est la mise sous tutelle de la politique migratoire des États par l'UE et les ONG d'extrême gauche. C'est l'impunité pénale accordée aux ONG, complices des passeurs ; c'est nationalement, le projet Darmanin, d'ouverture de nouvelles filières migratoires — officiellement — pour « répondre aux métiers en tension ».

### Une folle logistique migratoire

Pendant que les débats entretiennent un soporifique bruit de fond, un formidable mécano se met méthodiquement en place. La construction du cadre politique et juridique de l'immigration s'accompagne, en effet, d'une des plus imposantes opérations logistiques de ce premier quart de siècle. L'objectif est de permettre des transferts massifs de populations d'outre-Méditerranée vers l'Europe.

### Un pont maritime

Cette logistique migratoire commence par la mise sur pied de moyens de transport, avec notamment l'organisation d'un pont maritime grâce à une flotte de navires géants confiés aux ONG. On se souvient de l'Ocean Viking qui débarqua à Toulon plusieurs centaines de migrants dans le cadre de ce qu'il faut bien qualifier de mission de reconnaissance. Autre fleuron de la flotte de « SOS Méditerranée » en construction à Marseille, le bateau « Avenir » est un bâtiment de 69 m de long et 22,5 m de large, spécialement conçu pour le transbordement de migrants. De nombreux autres navires croisent déjà en mer ou s'apprentent à les rejoindre.

### Des têtes de pont pour prendre pied

À côté de ces moyens techniques de transport, l'État, par le biais des préfectures, met en place de manière autoritaire des centaines de structures d'accueil sur tout le territoire, jusqu'aux villages les plus reculés : des anciennes gendarmeries, des chaînes d'hôtels, des centres de vacances, des châteaux réhabilités pour l'occasion... sont mobilisés par les préfets pour anticiper ce programme d'installation de grande ampleur. Ni les maires, ni les populations ne sont consultés, ni même informés.

### Une logistique privée

Enfin, pour boucler la boucle de ce commerce triangulaire, il faut réserver des emplois à tous ces nouveaux venus.

Lors d'un sommet à Paris cette année, une quarantaine d'entreprises, dont des grands groupes comme Amazon, Carrefour, Michelin, Sodexo, BNP, etc. s'est engagée à embaucher immédiatement 250 000 « réfugiés » dans toute l'Europe. Il s'agit pour ces groupes immigrationnistes de « répondre à des pénuries de main d'œuvre » (sic), comprenez de la main d'œuvre à bas prix. Depuis les années 1960 et 1970, l'immigration a fourni l'armée de réserve du capitalisme,

celle qui permet de tirer les salaires à la baisse pour permettre toujours plus de profits.

Derrière cette aide prétendument humanitaire, derrière cette immigration de travail se profile, on l'a bien compris, un vaste projet de peuplement de l'Europe. Nos adversaires ne reculent devant rien pour le mettre en œuvre.

Le compte à rebours pour cette gigantesque opération de transfert de population vers l'Europe a commencé. Les Européens sont prévenus. ■

### DÉMOGRAPHIE LE POIDS CROISSANT DE L'IMMIGRATION

Selon l'office statistique de l'UE Eurostat, le regain des migrations vers l'UE a fait bondir la population.

Bien que l'on recense plus de décès que de naissances en 2022, la population de l'UE a bondi de 1,6 million d'habitants sur un an, autrement dit, la plus forte augmentation depuis près de 20 ans.







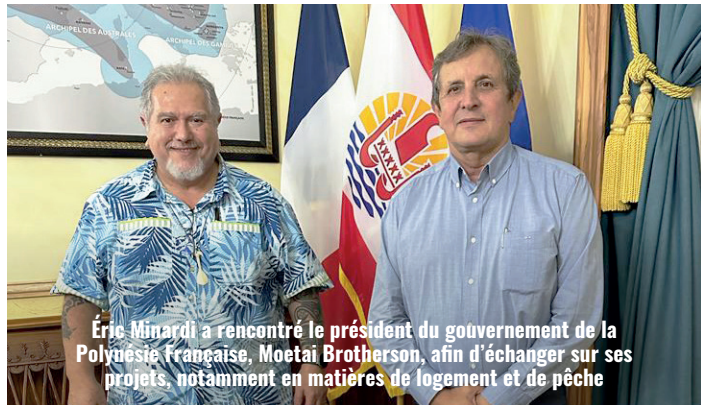
À Strasbourg, Philippe Olivier était aux côtés des agriculteurs qui manifestaient contre un nouveau texte qui, sous prétexte de « restaurer la nature », organise la décroissance agricole



Jean-Lin Lacapelle, membre de la délégation Serbie au Parlement européen, était invité au Carré militaire du cimetière de Thiais pour commémorer la fête de Vidovdan



Patricia Chagnon représentait le Groupe Identité et Démocratie lors de l'audience avec Sa Majesté le Roi Philippe VI au palais royal du Pardo à Madrid



Éric Minardi a rencontré le président du gouvernement de la Polynésie française, Moetai Brotherson, afin d'échanger sur ses projets, notamment en matière de logement et de pêche



Annika Bruna s'est rendue au laboratoire EURL EGVAM, près de Milan, qui expérimente des alternatives aux tests pharmaceutiques sur les animaux



Marie Dauchy a visité la maison d'arrêt de Bonneville en Haute-Savoie, l'une des plus surpeuplées de la région avec un taux d'occupation de 170 % dans le quartier hommes



# EN FRANCE ET À L'INTERNATIONAL VOS DÉPUTÉS VIENNENT À VOTRE RENCONTRE

La pause estivale n'a pas empêché nos députés français au Parlement européen de poursuivre leur objectif : défendre la France et les Français !

Virginie Joron et Aurélie Beigneux recevaient un groupe de visiteurs venu d'Alsace



## LES PAYS-BAS À L'ÉPREUVE DE LA DÉCROISSANCE AGRICOLE



Le gouvernement hollandais a décidé de détruire 30 à 50 % des exploitations d'élevage du pays. En réalité, les Pays Bas sont le laboratoire d'un projet européen de réduction de la filière d'élevage. Derrière les raisons prétendument écologiques, on y décèle l'influence de l'idéologie antispéciste qui voudrait, au nom de la préservation des animaux, abolir l'élevage.

Cette histoire folle est pour la première fois relatée dans une brochure

publiée à l'initiative de Patricia Chagnon et Philippe Olivier, députés européens. Avec les interventions de responsables agricoles venus de toute l'Europe, cette brochure comporte de nombreux encarts explicatifs.

Pour obtenir cette brochure en format numérique ou papier, contactez [patricia.chagnon@europarl.europa.eu](mailto:patricia.chagnon@europarl.europa.eu)



## TESTS SUR LES ANIMAUX « EXIGENCE SCIENTIFIQUE OU JURIDIQUE ? »

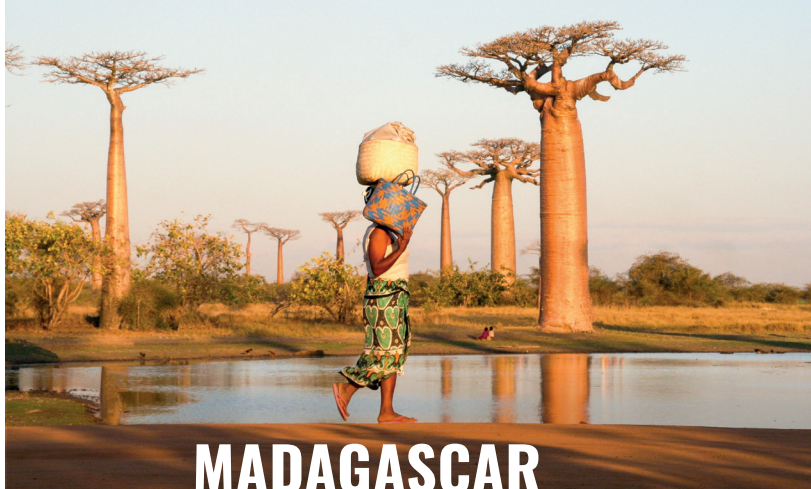
par Annika BRUNA

Le cinquième livret publié par Annika Bruna tente de répondre à cette question technique dont le sujet sensible suscite d'emblée un sentiment — si ce n'est d'épouvante — de profond mal-être ou tout au moins de compassion.

Ces recherches aboutissent à un constat étonnant : les défenseurs de la science, du progrès ou encore de la productivité ne sont pas vraiment en faveur des tests sur les animaux. Ces tests correspondent désormais essentiellement à une pléiade d'exigences réglementaires, juridiques ou administratives bien éloignées des réalités scientifiques : des méthodes alternatives, *in vitro* ou *in silico*, fiables et précises existent, se perfectionnent et pourraient déjà permettre de se passer des tests sur les animaux pour autoriser la mise sur le marché de certains médicaments, produits chimiques et cosmétiques.

Ces méthodes et les réformes que nous proposons sont exposées dans ce livret qui vous permettra de découvrir un sujet certes austère, mais qui illustre parfaitement les conséquences désastreuses de la pesanteur réglementaire en Europe, tant en terme de souffrance animale que d'avancée pour l'Homme...

Téléchargez ce cahier sur [id-france.eu](http://id-france.eu) ou commandez votre exemplaire par mail à : [annika.bruna@europarl.europa.eu](mailto:annika.bruna@europarl.europa.eu)



## MADAGASCAR PRÉSERVONS NOS RELATIONS

Dominique Bilde s'est rendue à Madagascar en juin dernier.

Elle a pu constater que les Malgaches sont pris d'un sentiment de dépossession totale qui pourrait avoir des conséquences dramatiques pour la France.

Tout d'abord, il y a la décision totalement arbitraire de la Commission consistant à bloquer les exportations de vanille malgache vers le sol européen, et ce, en dépit du bon sens. En effet, Bruxelles a relevé les taux minimums de nicotine présents dans la plante, ce qui empêche désormais la production de la Grande Île d'arriver sur le marché européen. Cette vanille, dont on rappelle qu'elle est mondialement connue et bénéficie d'une réputation extraordinaire, se retrouve donc bloquée par la technocratie bruxelloise pour une raison qui ne se justifie pas, au regard des dérogations qui existent pour d'autres produits comme le câpre ou les aubergines.



Dominique Bilde et Harifidy Ramilison, Ministre de l'Agriculture et de l'Élevage de Madagascar

Tout comme nous, ils subissent des réglementations absurdes inventées par des fonctionnaires coupés des réalités, alors que l'Union européenne accorde des fonds non justifiés à l'Afrique.

Nous avons pu constater à quel point la souveraineté alimentaire était un enjeu. À Madagascar, seules 10 % des terres arables sont exploitées, ce qui oblige le pays à importer du riz en provenance d'Inde. L'une des explications de ce paradoxe est que les agriculteurs malgaches vendent leur riz plus cher que celui qui est importé sur leur sol. Voici les effets d'un libre-échange malsain qui contribue à détruire la production locale au profit des géants étrangers.

Ces quelques exemples illustrent une fois de plus la nécessité de se battre pour la défense de nos filières stratégiques.

Madagascar est à un tournant : nul ne doit sous-estimer les conséquences d'un échec collectif. Avec le doublement de sa population à l'horizon 2050, tout doit être fait pour que le peuple malgache puisse continuer à vivre sur sa terre et de sa terre, dignement.



Ursula von der Leyen lors de son discours du 13 septembre sur « l'état de l'Union »

## INCOMPÉTENCE AVEC VON DER LEYEN, L'UNION EN MAUVAIS ÉTAT

Chaque année, l'Union européenne tente d'imiter le modèle américain avec un discours sur « l'état de l'Union » prononcé à la rentrée, par le président de la Commission, devant le Parlement européen. Mais chaque année, il témoigne aussi d'un autosatisfecit délirant, bien loin du ressenti des peuples européens et des piètres résultats de l'UE. Le discours du 13 septembre 2023 par la présidente von der Leyen a confirmé la règle.

### Avec von der Leyen, l'UE se rêve en marché mondial

Après s'être réjouie que l'UE ait « *conclu de nouveaux accords de libre-échange avec le Chili, la Nouvelle-Zélande et le Kenya* », la Présidente de la Commission a annoncé que l'UE devrait s'efforcer de « *conclure des accords avec l'Australie, le Mexique et le Mercosur d'ici la fin de l'année. Et peu après, avec l'Inde et l'Indonésie* ». D'un côté, elle prévoit la réduction de la production agricole au nom du « pacte vert » ; de l'autre, elle annonce de nouveaux accords commerciaux, donc de nouvelles sources de pollution. Dans le fond, ce paradoxe n'en est pas un : l'UE de Madame von der Leyen se rêve en marché mondial, qui se désintéresse des États-Nations et des peuples européens.

### Un immigrationnisme à peine voilé

La submersion migratoire de l'UE ? C'est encore von der Leyen qui en parle le mieux ! Dans son discours, elle juge qu'un accord sur le pacte des migrations « *n'a jamais été aussi proche* ». Notez que le pacte en question organise la venue future de 70 millions de migrants en Europe, notamment par la construction de ponts aériens et maritimes pour les faire venir, ou encore la relocalisation obligatoire de millions d'entre eux par les États — sous peine de lourdes amendes ! La présidente von der Leyen terminera son discours en annonçant son ambition de modifier les traités, « *si et lorsque ce sera nécessaire* ». En clair : renforcer l'Union européenne pour affaiblir encore un peu plus ses Nations. Européens, nous sommes prévenus !

### Une autosatisfaction malvenue

Dans son discours, la Présidente de la Commission a commencé par faire la publicité de son « pacte vert » qui serait « *la pièce maîtresse de notre économie* », alors même qu'il organise la décroissance de l'Europe. Pour rappel, ce pacte prévoit notamment une réduction drastique de la production agricole. Ursula von der Leyen a ensuite défendu l'industrie éolienne, sans dire un seul mot sur le nucléaire, dont l'énergie est pourtant beaucoup plus écologique et nettement moins coûteuse. Elle a également fait la promotion des véhicules électriques, tout en reconnaissant que « *les marchés mondiaux sont aujourd'hui inondés de voitures électriques chinoises bon marché* » ; dit autrement, elle a fait l'aveu d'un terrible échec : en sacrifiant les véhicules thermiques pour les véhicules électriques, l'UE s'est mise entre les mains des Chinois. Les Européens en paient le prix fort.





# LA QUESTION DU NUMÉRIQUE L'UNION EUROPÉENNE À LA TRAÎNE

En mars 2000, l'Union européenne annonçait la « stratégie de Lisbonne » pour faire de l'Europe « l'économie de la connaissance la plus compétitive et la plus dynamique du monde d'ici à 2010 ». À l'évidence, on en est très loin, même vingt ans plus tard. Dans ce monde de plus en plus dominé par les États-Unis et la Chine, l'Europe déserte. L'UE a raté tous les tournants numériques, technologiques et industriels des débuts du III<sup>e</sup> millénaire : les data, les portables, les tablettes et maintenant la révolution cognitive. Parmi les GAFAM américains – Google, Apple, Facebook, Amazon et Microsoft – et les BATX chinois – Baidu, Alibaba, Tencent et Xiaomi – aucune de ces entreprises numériques n'est européenne.

L'Europe accuse désormais un retard considérable en matière d'intelligence artificielle et suscite plus de regrets que de projets. Elle doit réagir, sinon elle sortira de l'Histoire. Le redressement technologique, c'est le projet que défendent le Groupe ID et les députés français RN qui y siègent.

## **Les raisons du naufrage technologique de l'UE : la polarisation sur la norme**

Depuis l'an 2000 et le lancement d'un « Espace européen de la recherche » par le Conseil européen de Lisbonne, aucune innovation numérique n'a vu le jour. Plutôt que d'innover, la Commission préfère réguler. RGPD, Digital Services Act (DSA), Data Governance Act (DGA), Data Act, Digital Markets Act (DMA)... pendant que les vagues incessantes d'innovations balayent les rivages du monde.

## **Normaliser c'est bien, mais réaliser c'est aussi nécessaire.**

Tout montre, en réalité, que l'UE est largement dépassée, ses dirigeants aussi. Le cas de ChatGPT est édifiant. Notre ministre de l'Économie, Bruno Le Maire, a récemment proposé que l'UE lance l'équivalent de ChatGPT... en 2028 : il oublie ou feint d'ignorer que dans dix ans, l'IA sera 1 million de fois plus puissante que chatGPT. Ils se disent « progressistes », mais ils ont toujours un progrès de retard.





# PROGRÈS L'UE TOURNE LE DOS À LA VRAIE EUROPE

Notre continent dispose de l'intelligence et des savoirs nécessaires pour prendre le virage de la révolution technologique. Il y a 150 ans, déjà, elle avait, avec la révolution industrielle, enclenché un basculement technologique et scientifique majeur, faisant dire à l'écrivain français Charles Péguy que « *le monde [avait] plus changé entre 1880 et 1914 que depuis les Romains.* »

D'innovations en innovations, cette révolution technologique renouvelait profondément nos modes de vie, et faisait de notre continent une terre de prospérité inouïe.

C'était une époque où le « Vieux » Continent écrivait l'Histoire et éclairait l'univers entier de son savoir.

## L'Europe a encore à apporter au monde

Faut-il se résoudre à ce que l'Europe sorte de l'Histoire en confiant son sort à l'UE ?

Si, comme le dit Paul Valéry, l'Europe est le continent où il y a le « *maximum de puissance* », alors il faut remettre l'innovation, la recherche et la science au cœur du projet européen.

L'Europe a deux choix : le retour en arrière, qui impliquera à terme sa vassalisation, ou entrer enfin dans le III<sup>e</sup> millénaire au service de ses 450 millions d'habitants et de ses belles Nations. Nous avons fait notre choix.

## Pour une coopération à la carte : une Europe des projets concrets

Les exemples d'Airbus et d'Ariane l'ont démontré : l'Europe n'est efficace que lorsqu'elle laisse vraiment place aux coopérations entre États.

## Des coopérations ciblées

Pour remédier à l'incurie sinon à l'impuissance numérique qui fragilise l'Europe, l'UE doit donner aux États membres la possibilité de coopérer, ensemble, pour développer les innovations numériques de demain. Cette coopération s'entend des États membres intéressés par le projet ; inutile de traîner 27 pays dont certains passifs, pas plus qu'il n'est utile d'associer l'Autriche aux problématiques de pêche.

## Nouvelles technologies : domaine de coopération européenne par excellence

Cette perspective de coopérations ciblées permettrait aux États européens de retrouver dans des synergies intelligentes le dynamisme et les effets de leviers.

Se concentrer sur l'IA générative, par exemple, apparaît d'ores et déjà comme une évidence. Celle-ci irrigue déjà des pans entiers de notre économie, et promet de grandes avancées dans la recherche de médicaments,

dans le développement industriel et technologique, dans les sciences de la vie, et dans la protection de l'environnement. Les mécanismes européens existants permettent même s'ils sont

peu employés. Les traités prévoient la possibilité à plusieurs États (9 au minimum) de construire un projet commun, quand tous ne sont pas d'accord pour y participer.

L'UE peut encore prendre le virage de la révolution technologique et cognitive à une condition, celle de modifier rapidement le logiciel décroissantiste de l'UE.

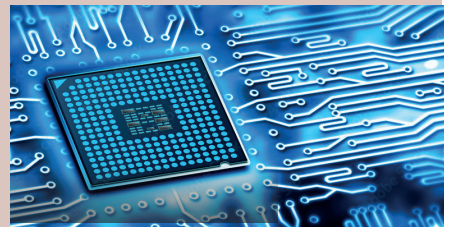
**La vraie Europe est celle du progrès. C'est son histoire et sa vocation.**



## IA-UE LA GUERRE EST-ELLE DÉCLARÉE ?

La société californienne OpenAI créatrice du logiciel ChatGPT (intelligence générative de textes) a choisi Londres pour ouvrir son premier bureau hors des États-Unis. Ce choix est un désaveu pour l'UE qui stigmatise le Royaume-Uni alors que celui-ci s'affirme comme une place forte de l'intelligence artificielle. Certains y voient aussi une mesure du patron d'OpenAI, l'Américain Sam Altman, qui avait menacé fin mai de cesser d'opérer dans l'UE si la régulation y devenait trop contraignante. En juillet, 150 dirigeants de grandes sociétés européennes ont signé une lettre pour faire part de leur préoccupation : le zèle de l'UE en matière de réglementation d'IA risque de freiner l'innovation, de créer un écart technologique avec les États-Unis et d'installer des entreprises hors de l'UE. Le choix d'OpenAI commence peut-être à leur donner raison.

## PUCE ÉLECTRONIQUE L'EUROPE RESTE À LA TRAÎNE



Un géant taïwanais finalise un investissement de dix milliards d'euros pour la construction d'une usine de production de semi-conducteurs en Allemagne avec une aide de 5 milliards de l'État allemand et d'autres partenaires allemands et hollandais. Malgré cet investissement colossal essentiel pour le circuit électronique de tous les appareils et véhicules, les Européens n'auront pas sur leur sol les puces les plus sophistiquées, celles qui ont une gravure inférieure à 10 nanomètres. Où est la promesse de progrès de l'UE ?



# INTELLIGENCE ARTIFICIELLE LA RÉPONSE NORMATIVE DE L'UE NE SUFFIT PAS

En juin dernier, la Fondation ID a organisé un colloque à Paris : « *Relever le défi de l'IA en Europe ?* » avec de nombreux intervenants, experts et analystes.



Entretien avec  
**Raphaël  
AUDOUARD**  
Directeur de la Fondation ID

## **Quels sont les grands enjeux de l'IA pour nous Français et pour les Européens ?**

L'intelligence artificielle constitue une révolution technologique qui pourrait modifier nos sociétés et nos manières de travailler autant que l'apparition d'Internet. Face à l'avancée croissante des États-Unis et de la Chine dans le domaine, la question de notre souveraineté numérique devient de plus en plus importante. Si nous ne voulons pas être vassalisés, nous devons travailler à être en capacité de nous opposer aux GAFAM américains ou aux BATX chinois. Comme le souligne le philosophe Olivier Rey, l'IA est un outil essentiel pour nous frayer un chemin dans la jungle numérique qu'est en train de devenir notre monde. Il ne faut cependant pas nous laisser asservir par la machine, mais bien nous en servir comme d'un outil.

## **Pensez-vous que l'humain est dépassé ou qu'il peut maîtriser le développement de l'IA ?**

Nous devons éviter deux écueils : la naïveté face aux risques de dérives, notamment transhumanistes, et le rejet a priori de ces nouvelles technologies. L'Homme peut utiliser l'Intelligence artificielle à son avantage, être plus efficace, plus performant dans ses activités, produire de nouvelles avancées technologiques et faire un pas considérable dans le développement de l'Humanité. Néanmoins, il faut savoir légiférer sur l'IA pour ne pas créer un Golem, une entité utile finissant par se retourner contre ses créateurs, pour reprendre l'expression de l'ancien ministre estonien Rain Epler. Il existe une voie médiane entre folie transhumaniste et refus de la technologie.

## **Éthiquement, politiquement, juridiquement, quels peuvent être les terrains à développer dans la gestion de l'IA ?**

La révolution que constitue l'IA va nécessiter de repenser toute nos sociétés. Par exemple, des réglementations sur l'utilisation des données sont primordiales. Mais l'encadrement de l'IA concerne non seulement notre rapport à la technologie mais aussi la question de la distinction entre l'Homme et la machine à l'heure où se développe le transhumanisme. Il est important de légiférer sur les limites à apporter à cette confusion Homme/machine. Nous devons être capables de penser une utilisation et un rapport éthique et moral à l'IA, et ce d'autant plus que ce ne sont ni les multinationales américaines ni le Parti communiste chinois qui sauront nous protéger des dérives qui nous menacent.

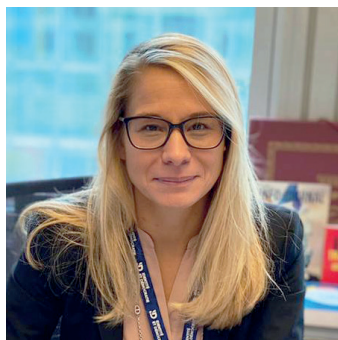
## **Avons-nous le choix en ce qui concerne l'IA ?**

Aujourd'hui, la course est lancée et l'Europe est dépassée par les États-Unis et la Chine. Pour ne pas dépendre d'autres puissances et conserver leur souveraineté, la France et l'Europe doivent s'emparer de ce nouveau sujet central. Nous devons redevenir des acteurs de cette course technologique.

## **L'UE légifère très largement sur l'IA, sommes-nous en pointe ou déjà en retard ?**

L'Union européenne peine à saisir l'importance de la révolution qui vient et, comme souvent, croit qu'elle peut se contenter de quelques réglementations pour répondre au problème. Lajout infini de normes et de réglementations semble être la solution à tous les problèmes pour les bureaucrates européens. Pourtant, réglementer ne suffit pas. Comme le résumait le Docteur Norman Lewis lors de notre colloque « *les arbitres ne remportent pas les matchs de football* ». L'Europe est le premier marché numérique du monde et possède un grand potentiel dans le domaine de l'IA. Nous sommes en retard, mais rien n'est inéluctable. Nous pouvons rattraper cet écart et rivaliser avec les grandes puissances. Il convient pour cela de soutenir l'investissement dans la recherche. Bien trop de nos chercheurs et de nos ingénieurs partent aux États-Unis car ils manquent de reconnaissance et de moyens (et cela ne concerne pas que l'IA). Nous devons redonner une vraie place à la science et à la recherche dans notre pays. ■





Le règlement européen sur les services numériques (DSA - Digital Services Act) est entré en vigueur le 25 août 2023 pour les dix-neuf très grandes plateformes qui doivent se conformer à cette nouvelle réglementation où les principaux objectifs sont de protéger les utilisateurs contre la propagation de contenus illicites, activités, services et produits illégaux.

## ENCADRER LES CONTENUS SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX ET LES PLATEFORMES UNE TÂCHE COMPLEXE

Le DSA, qui encadre les GAFAM (Google, Apple, Facebook, Amazon, Microsoft) à plus de transparence et oblige les réseaux sociaux à retirer les contenus illégaux (discours haineux, terrorisme, pédopornographie) sous peine d'importantes amendes (6 % de leur chiffre d'affaires mondial) ou d'être bloqués sur le territoire, ne doit pas être utilisé à des fins politiques.

La crainte est que tout propos contrevenant aux discours officiels puisse être taxé de « fake news » et se voir censuré par les plateformes comme nous l'avons expérimenté lors de la crise Covid durant laquelle des scientifiques reconnus avaient fait l'objet de censure.

### La régulation des géants du Web, une nécessité

Nous n'avons pas voté contre ce texte car il régule les GAFAM, ce que nous réclamons depuis des années, notamment en leur imposant de vérifier l'identité des vendeurs en ligne qui viennent de l'autre bout du monde, d'auditer le fonctionnement de leurs algorithmes et de renforcer le droit des utilisateurs sur le prélèvement et le

traitement de leurs données. Il soutient la protection des mineurs contre le ciblage publicitaire, le harcèlement et la pédopornographie. Il est clair qu'il faut des garde-fous pour encadrer les excès, diffamations et autres insultes qui sont hélas le lot commun sur bon nombre de plateformes.

Cependant, soutenir ce texte aurait aussi été gênant, en raison à la fois des risques sur la liberté d'expression, et surtout des pouvoirs exceptionnels que la Commission pourrait prendre pour réguler les plateformes en temps de crise. Une méfiance bien légitime...



## IA: UN MANQUE D'INVESTISSEMENTS CRIANT

Le rapport de Gilles Lebreton, voté durant cette législature, a pour objet d'établir des recommandations pour l'utilisation de l'IA dans trois domaines qui relèvent de la souveraineté des États : le domaine militaire, la justice, la santé. Dans le domaine militaire, il affirme que toute arme utilisant l'IA doit rester à tout moment sous un contrôle humain et respecter le droit de la guerre, notamment les Conventions de Genève de 1949. En matière de justice, le rapport recommande aux États de ne recourir à l'IA que pour aider les juges humains à rendre leurs jugements, mais en aucun cas pour la substituer à eux. Enfin, en matière de santé, il estime que le recours à l'IA ne doit jamais entraver la relation entre le patient et son médecin, ni déshumaniser l'accès aux soins.

### L'utilisation de l'IA à des fins militaires vous semble-t-elle un projet utopiste ou cela revêt-il une réalité ?

**Gilles Lebreton** : C'est déjà une réalité. Les États-Unis, la Russie, la Chine, ou même la France ont commencé à l'utiliser, comme je l'avais expliqué dans mon pré-rapport.



### Les technologies de l'IA doivent-elles être pleinement soumises au contrôle de l'Homme ?

**Ne pensez-vous pas que celui-ci sera dépassé dans un avenir proche ?**

**G.L.** : L'objet de mon rapport est précisément de toujours soumettre ces technologies au contrôle de l'Homme, en particulier en ce qui concerne les robots tueurs dits « SALA » (Systèmes d'armes létales autonomes). C'est faisable si on a la volonté politique de le faire.

### Ne pensez-vous pas que l'Union est trop normative sur ce sujet, qu'elle bride la recherche technologique, car à la course à l'IA, Chine et États-Unis semblent bien plus avancés ?

**G.L.** : C'est l'honneur des États membres de l'Union de se soucier des dangers potentiels de ces technologies et de tenter de les désamorcer. Mais soyons lucides : notre retard en matière de recherche tient autant à l'insuffisance de son financement qu'à la lourdeur des normes.



# Jean-Lin LACAPELLE

Député européen - Membre de la Commission des affaires étrangères



## 10 MESURES POUR RENFORCER LA PUISSANCE TECHNOLOGIQUE DE LA FRANCE

Dix mesures essentielles pour le numérique, qui englobent tous les aspects de ce secteur pour défendre les intérêts stratégiques de la France, protéger les utilisateurs et les citoyens et se saisir des nouveaux enjeux du XXI<sup>e</sup> siècle. Ce sont des pistes nécessaires, pour une France puissante dans le domaine technologique. Grâce à notre action, certaines d'entre elles commencent déjà à apparaître dans le droit européen.

■ Favoriser l'émergence d'acteurs français ou européens du numérique en leur donnant la priorité dans les aides à la recherche et dans la commande publique dans tous les domaines du numérique ;

■ Contrôler strictement les rachats d'entreprises françaises de pointe du numérique stratégique, en les interdisant lorsque c'est nécessaire ;

■ Lancer des projets prioritaires au niveau européen pour disposer d'infrastructures réellement et entièrement souveraines, telles que les clouds ou les matériels de télécommunication ;

■ Créer un pôle public, ouvert aux prestataires privés, visant au développement des technologies à double usage intéressant le secteur stratégique de l'État et des applications civiles ;

■ Obliger les plateformes à respecter la loi, et leur interdire la censure arbitraire, en ne permettant la modération de contenus et le bannissement d'utilisateurs qu'en cas de violation de la loi et non des règles individuelles et idéologiques des plateformes ;

■ Rendre obligatoire l'hébergement des données des services publics français en France ou dans l'Union

européenne, par des opérateurs français ou européens, et donner aux prestataires européens du numérique un accès privilégié aux données des usagers (lorsque ceux-ci y ont consenti, évidemment) ;

■ Réduire la fracture numérique en complétant la couverture du territoire français par le réseau téléphonique, en développant l'aide à l'apprentissage du numérique et en permettant l'accès physique ou téléphonique à des guichets d'aide aux démarches en ligne ;

■ Renforcer nos capacités de cybersécurité à tous les niveaux (infrastructures, logiciels, formation, sensibilisation...) et renforcer fortement les capacités des agences chargées d'assurer cette sécurité ;

■ Imposer le principe de taxation des activités numériques dans le pays où elles se déroulent et uniformiser les taux d'imposition au niveau de l'Union européenne ou de l'O.C.D.E. ;

■ Si les grandes plateformes étrangères refusent de se conformer à nos règles, leur imposer une ouverture de capital, une ouverture ou un démembrement d'activités, voire une interdiction d'exercer et mettre à la place à disposition du public des plateformes gérées par l'État garantissant les droits et libertés des usagers.







*Intemporelle*



*Autriche*



Ce qui frappe le plus quand vous traversez la frontière autrichienne, c'est la permanence des paysages, des villes et des montagnes, avec leurs villages pimpants. Que ce soit à Vienne ou aux pieds des glaciers, rien ne semble perturber la permanence d'un pays aux traditions immuables.

L'Autriche, nichée au cœur de la *Mitteleuropa*, veut conserver sa singularité et son passé glorieux et se dévoile à chaque coin de rue et d'allées. Vienne l'impériale est incontournable, pour ses parcs, ses cafés et leurs cafés et chocolats impeccables, ses palais comme Schönbrunn. Salzbourg semble sortir d'une boule à neige, avec son architecture baroque, sa passion pour la musique, l'omniprésence de Mozart et les nombreuses références à la musique de Mahler et Strauss.

Cependant pour connaître le cœur de l'Autriche, un séjour dans les montagnes est indispensable.





Église Saint-Charles-Borromée, située sur la Karlsplatz à Vienne, elle fut construite au XVIII<sup>e</sup> siècle et est considérée comme l'un des plus beaux exemples d'architecture gothique en Europe centrale

Qui n'a pas testé les hôtels de villages de montagnes, avec leur architecture en bois, leurs chambres douillettes et leurs immenses édredons n'a pas goûté à la quiétude des alpages autrichiens. Tenues traditionnelles, cuisine savoureuse, vins étonnants et panoramas vivifiants : la réalité quotidienne dans ces montagnes qui ont su garder leur charme vous fera faire un bond dans un temps pas si éloigné.

### Les mondes de cristal de Swarovski

Voilà un lieu tout à fait intrigant et qui se voit de loin, avec son géant creusé dans une colline. La marque *Swarovski* a ouvert ici un lieu à la fois somptueux, artistique et apaisant.

Afin de mieux découvrir l'univers du cristal, plusieurs salles d'ambiances variées sont déployées ainsi que des jardins tout à fait étonnants, remplis d'œuvres et d'installations artistiques, qui sont d'apaisants lieux de promenade.

L'un des clous de ce gigantesque lieu est l'installation de James Turrell, un des artistes contemporains les plus connus, spécialiste de la lumière et des espaces, dans laquelle le visiteur est baigné dans des lumières féériques.

## LA BELLE AUTRICHE MUSICALE

Puisque le pays a produit tant de belles musiques, une sélection pour sentir l'âme autrichienne s'impose après avoir visité la maison natale de Mozart à Salzbourg.

**Gustav Mahler (1860-1911)** son *Knaben Wunderhorn* (Le cor enchanté de l'enfant) est basé sur un recueil de chants populaires dont certains datent du Moyen-Âge. Ces *lieder* ont été enregistrés magistralement en 1968 par le chef George Szell et le London Symphony Orchestra, avec deux des plus grands chanteurs du siècle, Dietrich Fischer Diskau et Elizabeth Schwarzkopf. Divin, enjoué et tragique.



**Johann Strauss (1804-1849)** est évidemment un emblème viennois inaltérable et le salzbourgeois Herbert von Karajan aura été un des chefs d'orchestre ayant le mieux servi le maître des bals. Plusieurs de ses disques témoignent de l'énergie et de la vitalité des fameuses valse sans lesquelles il n'y a pas de vrai bal.



**Franz Schubert (1797-1828)** La mélancolie noire du romantisme allemand et autrichien s'illustre à merveille dans les œuvres de Schubert. Parmi les multitudes de musiques somptueuses qu'il a composées, ses centaines de *lieder*, ces chants piano voix ont connu d'innombrables interprètes talentueux et l'un des plus sombres est Matthias Goerne qui semble errer dans les ruines d'un château par une nuit de pleine lune quand il chante d'une voix profonde comme une chapelle, l'hiver, la belle meunière, les souvenirs d'un temps enseveli.



La cristallerie Swarovski



## LA NOSTALGIE SISSI

Si le génie européen trouve plusieurs de ses plus belles expressions en Autriche, il faut encore rappeler les scènes mythiques des fameux trois films parus dans les années 1950, chromos nostalgiques et romantiques d'une époque et d'une Europe disparues, avec son actrice principale, Romy Schneider, la fameuse Sissi l'impératrice, Elisabeth de Wittelsbach qui, à 16 ans, en épousant l'empereur François Joseph en 1854, entre dans la légende du siècle. Romy incarnera aussi une sombre et fantasque Sissi dans le film Ludwig de Luchino Visconti en 1973, illustrant les dernières lueurs de l'époque impériale.



Élisabeth Amélie Eugénie de Wittelsbach (1854 - 1898)  
Impératrice d'Autriche, reine de Hongrie, de Bohême et de Lombardie-Vénétie



Romy Schneider, actrice franco-allemande en 1955 dans le rôle de Sissi

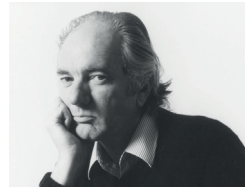
## MOZARTKUGELN & KAISERSCHMARREN

Noisettes amandes, pistaches : les boules de Mozart de la pâtisserie Fürst aux multiples petites boutiques font de l'œil, avec leur emballage argenté et bleu électrique, à quiconque se promène dans Salzbourg. Leur dégustation est hautement addictive. Il en est de même pour les *Kaiserschmarren*, sorte de pâte à crêpes légère et vanillée, accompagnée de confiture de questche. Plusieurs légendes circulent autour de ce dessert d'apparence simple, qui aurait été dédié à l'empereur François Joseph 1<sup>er</sup> (1830-1916). Mais ce qui n'est pas une légende c'est que ces crêpes ressemblant à une omelette sont diaboliques et le sucre glace dont elles sont saupoudrées réconfortent tous les promeneurs par grand froid.



## LA LITTÉRATURE AU CŒUR DE L'EFFONDREMENT D'UN EMPIRE

Pour une plongée au cœur de l'âme autrichienne, trois écrivains sont essentiels : Stephan Zweig et son dernier texte *Le monde d'hier - Souvenirs d'un Européen* (1941), qui décrit parfaitement Vienne et l'Europe cosmopolite d'avant-guerre et les secousses des deux conflits qui la ravagent ; Robert Musil et son roman gigantesque *L'homme sans qualités* (1930), qui ausculte l'empire austro-hongrois avant la Première Guerre Mondiale. Et enfin, Thomas Bernhard, le dynamiteur du pays, dans son magistral dernier roman, paru en 1986, *Extinction*, où la noirceur et l'hypnotique écriture défouaille à tout va contre la famille, le catholicisme, l'histoire sombre du pays.



## NIKI LAUDA, LA LÉGENDE AUTOMOBILE



« Brève fut la rencontre sous un ciel cheval cabré » : le viennois Niki Lauda est entré dans la légende sous la couleur rouge de l'écurie d'Enzo Ferrari, alors qu'il n'était qu'un modeste coureur automobile. Mais le maestro avait vu juste : dès sa première année il impressionnera les observateurs de la planète Formule 1, avant de remporter cinq victoires en 1975 et le sacre de champion du monde.

L'année suivante sera celle d'autres pole positions et victoires mais aussi de son terrible accident qui le laissera défiguré à vie mais montrera son incroyable capacité à gagner, jusqu'à son décès en 2019.

Son palmarès sera auréolé de trois titres de champion du monde, notamment avec McLaren, avant une carrière comme dirigeant de compagnie d'aviation et de dirigeant sportif.



INTERVIEW

# Harald Vilimsky

Harald Vilimsky est membre du FPÖ  
et président de la Délégation autrichienne  
du Groupe ID au Parlement européen.



## FPÖ

Le *Freiheitliche Partei Österreichs* (Parti de la Liberté d'Autriche) national, conservateur et populiste est un compagnon de longue date du RN. Son actuel président est l'ancien ministre de l'Intérieur Herbert Kickl.

Le FPÖ qui dirige actuellement trois régions, a participé à plusieurs coalitions de gouvernements, que cela soit avec les conservateurs ou la gauche.

Au cœur du projet du FPÖ, l'attachement à l'identité autrichienne, la *Heimat*, « la patrie qui protège, où l'on se sent bien ». La défense de la langue allemande contre les « tortures » de l'écriture inclusive, l'euroscpticisme, la critique de la gestion du Covid, l'opposition à l'asile à tout va, au « communisme vert », à la théorie du genre sont des thèmes qui pourraient lui faire gagner les élections de 2024, puisque le parti est actuellement crédité de près de 30 % des intentions de vote.

### **Quelle est la situation politique en Autriche ?**

La situation actuelle est très bonne pour le FPÖ. Nous sommes le parti qui obtient le plus de voix dans tous les sondages et nous devançons nettement nos concurrents politiques. En principe, les gens veulent un changement de gouvernement, car ils sont très insatisfaits des performances actuelles de la coalition gouvernementale conservatrice-verte. Cela est dû d'une part aux mesures controversées de la Covid, que de nombreux Autrichiens ont perçues comme un mépris évident de leurs valeurs fondamentales. Un autre point est la politique migratoire qui continue à laisser entrer des immigrés illégaux dans notre pays. En outre, les gens sont désespérés par l'augmentation constante du coût de la vie et l'inflation qui en découle, que ce gouvernement n'a pas réussi à maîtriser. Ces trois facteurs et l'échec total de ce gouvernement fédéral conservateur-vert, mais surtout nos solutions cohérentes pour faire face à ces crises, sont la raison de notre succès actuel.

### **Quels sont les points les plus importants de la politique migratoire du FPÖ ?**

Nous voulons une politique de non-départ à l'instar de l'Australie et, si possible, des contrôles temporaires aux frontières intérieures, tant que l'UE n'est pas en mesure de protéger les frontières extérieures. Les statistiques sur l'asile

montrent une image effrayante, car nous avons eu l'année dernière environ 112 000 demandes d'asile en Autriche. C'est plus que l'année 2015, catastrophique, et c'est fatal pour un petit pays comme l'Autriche. En conséquence, il s'agit bien entendu d'un problème européen, mais les solutions proposées par l'UE font défaut ou sont suivies d'une idéologie de gauche, comme celle du Pacte européen sur les migrations. Nous rejetons ce dernier et pensons que nous sommes les seuls à pouvoir mettre en place une protection adéquate des frontières extérieures au niveau européen avec des gouvernements partageant les mêmes idées.

### **Pouvez-vous revenir sur l'élection du 28 mai dernier ?**

Nous avons pu réaliser des gains significatifs lors des deux dernières élections régionales et sommes désormais présents dans 3 des 9 gouvernements régionaux. La prochaine étape doit être d'assurer une progression importante au niveau européen, afin qu'en 2024 nous puissions, forts de nos partenaires, transférer des compétences aux États membres. Nos amis français du Rassemblement National jouent ici un rôle important, car les prochaines années seront décisives en France. Mais nous avons besoin de tels amis et partenaires dans toute l'Europe. Ce n'est qu'avec une alliance renforcée des partis patriotiques et conservateurs que nous pourrions obtenir un changement politique correspondant à la volonté démocratique. ■



## ALGOCULTURE L'ÈRE DES NOUVELLES GRANDES DÉCOUVERTES

L'économie bleue sera demain le principal vecteur de croissance économique et de découvertes scientifiques du monde. Peu sont aussi porteurs que la culture des algues, aussi appelée algoculture. Pourtant, nous n'en sommes qu'aux prémices.

### QUELQUES CHIFFRES :

- Sur 11 000 espèces d'algues recensées, seules 11 sont exploitées aujourd'hui.
- L'Asie représente à elle seule 97 % de la culture d'algues dans le monde.
- L'Europe représente moins de 1 % de la production mondiale d'algues malgré ses potentiels.
- La France, 2<sup>e</sup> domaine maritime mondial, importe chaque année 120 000 tonnes d'algues.

### Ce secteur, trop peu structuré en France, mériterait plus de soutien et une véritable prise en compte

Il y a bien sûr des comités régionaux des pêches et une chambre syndicale des algues et végétaux marins mais ils sont malheureusement trop peu identifiés par les pouvoirs publics.

Globalement, la filière souffre de l'absence d'une réelle stratégie et d'une réelle planification mise en œuvre à l'échelon national pour faire de la France un leader mondial du secteur, tant en matière de production que de recherche, avec le soutien financier d'investisseurs telle que la Banque européenne d'investissement qui devrait entrer au capital de ces projets, au risque de voir ces joyaux captés par des intérêts étrangers.

Un tel plan devra s'attaquer à la question de la formation, trop limitée aujourd'hui, si nous entendons développer un secteur puissant de l'algoculture. Cela nécessite des hommes et des femmes capables de répondre aux défis académiques, économiques

et écologiques de la domestication des végétaux marins : scientifiques, récolteurs, agriculteurs, producteurs et chefs d'entreprise...

### Un secteur essentiel et non délocalisable pour notre souveraineté alimentaire et la préservation de notre environnement

J'ai rencontré l'un de ces précurseurs qui m'a présenté les nombreux atouts de son entreprise. Elle permettrait de :

- Récolter 1 million de tonnes d'algues fraîches ;
- Créer des centaines d'emplois directs, des milliers d'emplois indirects ;
- Redynamiser l'économie circulaire ;
- Restaurer la biodiversité marine ;
- Capturer 1 million de tonnes de CO2 chaque année,
- Développer les débouchés alimentaires, pharmaceutiques (antibiotiques, vaccins), ou énergétiques (compost, biogaz, bioéthanol), agricoles (engrais, alimentation animale...) en réduisant la chimie de synthèse.

Ce secteur en devenir se heurte aujourd'hui à des multinationales pharmaceutiques ou à la rigidité de financeurs qui entravent toute extension et tout financement.

L'algoculture, non délocalisable, créatrice d'emplois, d'activités et d'innovations, redynamisera nos territoires, relancera nos économies locales avec un impact positif sur l'environnement et développera l'excellence française.

C'est le principe même du localisme que nous défendons. ■







« Tous ceux qui veulent relever les défis de la migration ne peuvent le faire qu'ensemble, dans l'Union européenne », concédait, le 8 juin dernier, comme dans un aveu de culpabilité, le chancelier allemand Olaf Scholz – le même jour où le Conseil de l'Union européenne se mettait d'accord sur deux volets du funeste Pacte asile et migration de la Commission. L'objectif est on ne peut plus évident : faire de l'Europe le laboratoire planétaire d'intégration des migrants. L'action de l'Agence de l'Union européenne pour l'asile (AUEA), basée à Malte, où Patricia Chagnon s'est rendue en mission officielle du 19 au 21 juin dernier, le démontre bien : loin de vouloir arrêter l'immigration, l'Union européenne l'organise.

**Malte est le plus petit État membre de l'Union européenne. Il compte moins de 500 000 habitants et est submergé par l'immigration illégale.**



## MALTE

# L'AGENCE EUROPÉENNE POUR L'ASILE CULTIVE L'IMMIGRATIONNISME

### L'AUEA, ou la folie migratoire incarnée

Cette Agence de l'UE pour l'asile lancée en 2022 a pour mission (officielle) d'aider les États membres à mettre en œuvre la législation européenne en matière d'asile, ainsi que d'accroître la convergence des procédures d'asile et des conditions d'accueil. Sans surprise, sa création intervient dans une période où l'UE peaufine la recette de son Pacte d'immigration. Ne nous y trompons pas : sous prétexte de soutenir les États dans la gestion de l'asile, l'AUEA encouragera la submersion migratoire de l'Europe par l'exécution des directives de son supérieur hiérarchique à Bruxelles : la Commission. Cette agence, qui disposera sûrement demain de méthodes et d'agents certifiés, fait planer le risque pour les États de se voir ôter leur compétence migratoire, pourtant essentielle en plus d'être régaliennne.

### La « convergence », pour ne pas dire la contrainte

L'an prochain, elle sera chargée du « *Monitoring Mechanism* », un nouvel artifice qui porte bien son nom. Ce mécanisme, décrit dans le Pacte d'immigration, doit permettre d'évaluer le respect des directives par les États membres, avec un objectif explicite de « convergence » des méthodes d'accueil et d'accompagnement, critères d'attribution et de respect des droits des demandeurs d'asile. Pour y parvenir, l'Agence dépêchera des équipes sur place qui,

après évaluation de la situation, remettront un rapport à l'État concerné et, à l'issue d'éventuels échanges avec ce dernier, lui attribueront des recommandations qu'il devra mettre en œuvre, sans aucun recours possible. Cela se fera l'opacité la plus totale, car seules les recommandations seront accessibles. Pire, « *la Commission se réserve le droit d'intervenir si un pays refuse d'adhérer aux recommandations de l'Agence* » avoue Madame Gregori.

### Une conception de la démocratie à géométrie variable

Cette lubie de la convergence est organisée par tout un écosystème d'acteurs qui va, en effet, de l'Agence – qui organise des séminaires de formation « à la convergence » – aux tribunaux, en passant par les associations pro-migrants et autres « avocates » de la notion floue des droits fondamentaux.

Prenons l'exemple de « l'Officier des droits fondamentaux », récemment recruté par l'Agence, dont l'aval sera nécessaire pour les recommandations aux États et qui définira, avec pas moins de 102 ONG, les modules de formation des techniciens de la même agence. Il vérifiera notamment que tout document publié par l'agence « *intègre et respecte bien les droits fondamentaux des réfugiés* ».

S'il ne s'agit pas, de toute évidence, de contester les droits fondamentaux qui incombent, par nature, à tout être humain, la migration ne doit pas pour autant devenir un droit. Les États ont le droit de s'opposer à l'immigration, comme les peuples ont le droit de ne pas en vouloir. Plutôt que d'organiser, qui plus est par des organes non-élus, la submersion migratoire du Vieux Continent, Bruxelles doit laisser aux États le soin d'appliquer la loi qu'ils veulent pour leur territoire et ses habitants. ■

# FRÈRES MUSULMANS : UNE RUPTURE CULTURELLE

par Laurent HUSSER

Enquête après enquête, livre après livre, les diverses facettes de l'islamisme radical se répandant en France et en Europe et sont analysées par de nombreux auteurs. Sans concession, l'ouvrage de Florence Bergeaud-Blackler sur les Frères musulmans fera date, par son décryptage d'une nébuleuse obscure qui occulte petit à petit l'héritage des Lumières et qui s'attaque à notre mode de vie français et européen.

Les discussions autour du travail et du livre de Florence Bergeaud-Blackler (anthropologue, chargée de recherches au CNRS) font rage depuis des mois et chacune de ses interventions provoque son lot de polémiques, signe que le débat autour de ce sujet n'est jamais serein.

Les habituelles vigies de la pensée unique cherchent à neutraliser ses propos et interventions et l'on n'est guère étonné du traitement médiatique qu'elle subit, semblable à celui infligé à ceux qui ont le courage de dénoncer l'islamisme radical en France, d'Alain Finkielkraut à Georges Bensoussan en passant par Didier Lemaire. Les méthodes d'intimidation sont toujours les mêmes : de la curée médiatique au harcèlement judiciaire, de la pleurnicherie victimaire aux menaces.

Ce livre a d'abord le mérite de rappeler une simple vérité : nous corsetons désormais notre parole, relativisons l'avancée de l'obscurantisme, voire pire, certains se taisent désormais, notamment dans les écoles.

La définition du frérisme de Mme Bergeaud-Blackler est large et a tendance à englober aussi les pratiques religieuses et culturelles. Il n'en demeure pas moins qu'elles sont particulièrement préoccupantes quand elles se produisent sur notre sol.

« Je définis le frérisme comme un projet intellectuel, politico-religieux, visant l'instauration d'une société islamique mondiale. Le *halal way of life* — formule popularisée par le marché *halal* international — pourrait être son slogan. »



La confrérie des Frères musulmans, née il y a 100 ans, a muté au fil du temps, s'adaptant à la fois à l'Occident et aux divers mouvements migratoires. L'universitaire passe en revue l'histoire de cette confrérie, sa conception rigoriste de la charia, ses diverses excroissances.

Sur ce point, l'ouvrage démontre que certaines organisations sont soutenues par les institutions européennes : « *Le FEMYSO représente la jeune génération frériste active, socialisée en Europe dans l'obsession de l'union et dont la mission est de former l'euro-islam, une Europe charia-compatible, en exerçant des pressions auprès des institutions européennes tout en profitant de leurs subventions.* »

## Séparatisme islamique

Le politologue Gilles Kepel dans son introduction, pointe les « enclaves territoriales comme mentales, symboliques comme numériques, où les « musulmans » ou considérés comme tels seraient préservés des législations des États européens ». Ce séparatisme islamique apparaît d'ailleurs tellement évident dans de nombreuses villes, tant il s'est développé de façon exponentielle en une génération.

Enfin, ce livre dénonce la naïveté voire la complicité d'une grande partie des élus, des islamo-droitistes aux décolonialistes, des islamo-gauchistes aux wokes. Ils n'hésitent pas à pratiquer la course à l'échalote pour grappiller quelques votes, ce qui n'incite pas à l'optimisme. À moins d'un sursaut ? ■

**Le frérisme et ses réseaux, l'enquête**  
Florence Bergeaud-Blackler  
(416 p, Ed. Odile Jacob)



# WOKISME : DÉCONSTRUIRE LA DÉCONSTRUCTION

## Les actes du colloque



TÉLÉCHARGEZ LES PUBLICATIONS DE LA FONDATION IDENTITÉ ET DÉMOCRATIE

OU COMMANDER GRATUITEMENT VOTRE EXEMPLAIRE PAPIER PAR MAIL À : OFFICE@ID-FOUNDATION.EU

Ce colloque est la première édition d'une série ayant pour objectif de bâtir ou de consolider notre réflexion politique et programmatique sur les grands enjeux qui traversent notre continent.

La vocation de la Fondation Identité et Démocratie est d'élargir notre champ d'action comme de coopération en Europe.

Elle offre à ses auditeurs et ses lecteurs les clefs d'une réflexion approfondie pour mener le combat des idées.





AUTRICHE  
**HALLSTATT**

Village incontournable autrichien situé au bord du lac Hallstättersee. Il fait partie du paysage culturel de Hallstatt-Dachstein Salzkammergut, inscrit sur la liste du patrimoine mondial de l'UNESCO.

# L'EUROPE UNE CIVILISATION